

Crise de la presse, ère du soupçon, malaise social

Le Monde - 13 mars 2003

https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/03/13/crise-de-la-presse-ere-du-soupcon-malaise-social_312740_1819218.html

Le tumulte provoqué par le livre de Philippe Cohen et Pierre Péan indique que ce pamphlet a un sens qui le dépasse. Mais ce n'est pas seulement le journal *Le Monde* qui est mis en cause par l'esprit du temps, dès lors que l'on observe que l'ouvrage n'est pas isolé.

Daniel Carton, dans *Bien entendu c'est off* (Albin Michel), dénonce les connivences qui seraient inhérentes au journalisme politique. François Ruffin, dans *Les Petits Soldats du journalisme* (Arènes), critique le conformisme du Centre de formation des journalistes. L'entourage de Bernard Loiseau accuse les médias d'avoir poussé le grand cuisinier au suicide. Le film *Décryptage* (de Philippe Bensoussan et Jacques Tarnero) entend démontrer le parti pris anti-Israélien des médias. La vulgarité des attaques de la presse populaire britannique à l'encontre de la France ou le bellicisme de certains journaux américains manifestent par ailleurs que la presse peut être un instrument de propagande tout autant qu'un moyen d'information.

C'est donc une attitude générale de défiance qui vise la presse écrite. Elle ne prend sens que si l'on observe qu'elle s'est formée après que les structures de pouvoir ont été livrées au soupçon : la multiplication des "affaires" dans les années 1980 et 1990 a durablement affecté l'image que les citoyens se forment des responsables politiques. Par ailleurs, les licenciements de Danone en 2001, la manipulation des comptes d'Enron, l'écroulement de Vivendi ont donné à penser que la recherche exclusive du profit maximal faisait oublier les considérations qui font normalement de l'activité économique un facteur essentiel de la cohésion sociale. Il n'est pas jusqu'à la justice qui n'en vienne à subir le venin du soupçon, quand elle est présentée comme partisane ou arbitraire. Il est donc assez logique que le contre-pouvoir qu'est la presse – qui se laisse souvent aller à croire qu'il est un quatrième pouvoir – subisse la progression corrosive de la défiance à l'égard des cadres sociaux de la décision collective.

Il convient d'élargir encore la vision. Il n'est pas indifférent que la critique violente à l'encontre de la presse, et singulièrement du *Monde*, qui occupe une place si particulière dans la société française, intervienne après le 21 avril 2002, quand, au premier tour de l'élection présidentielle, les électeurs ont renvoyé Lionel Jospin à la vie privée. Le fort taux d'abstention, le faible score obtenu, de son côté, par Jacques Chirac indiquaient de surcroît que le corps électoral n'avait pas seulement rejeté une formation politique ou un homme, mais s'était largement détaché du jeu démocratique et détourné d'un système politique que la

cohabitation avait paru verrouiller. A cette occasion, s'est manifesté l'extraordinaire décrochage entre le peuple et les classes supérieures de la société. Le fait que la presse n'ait pas senti ce décrochage et n'ait pas su en rendre compte, alors même qu'il était préparé par le désaveu des pouvoirs politique et économique, explique qu'elle puisse être associée à ceux-ci.

FASCINATION POUR INTERNET

Si elle ne l'a pas pressenti, c'est sans doute qu'elle n'a pas su porter le regard critique là où il fallait. Elle n'a pas manqué d'acuité, mais de bonne focalisation. Ainsi, peut-être les citoyens ont-ils peu voté pour M. Chirac au premier tour, non pas tant en raison des "affaires" le concernant que parce que, après avoir mené campagne en 1995 sur le thème de la "fracture sociale", le gouvernement d'Alain Juppé – le premier de la présidence Chirac – avait mené une politique classiquement conservatrice.

De même, le rejet de la gauche plurielle vient-il sans doute de ce qu'en cherchant à combiner intelligemment libéralisme et socialisme elle en est venue à faire la seule politique des classes moyennes et supérieures, en oubliant les inquiétudes populaires. Encore, l'attention légitime apportée à la construction de l'Europe a-t-elle fait sous-estimer le sentiment que la Commission de Bruxelles apparaissait comme un pouvoir mystérieux et incontrôlable. Enfin, l'obsession de la croissance et la fascination pour le phénomène Internet ont-elles empêché de prêter suffisamment attention à la montée des inégalités, qui, indépendamment de son caractère moralement injustifiable, est aujourd'hui le plus puissant agent de destruction de la cohésion sociale, aussi bien au sein des sociétés qu'entre les pays dits développés et les pays pauvres.

Il appartient aux responsables politiques et économiques de prendre la mesure de ces phénomènes et d'y répondre. Il est du devoir particulier de la presse écrite, pour sa part, de comprendre la menace pour la démocratie que représente le sentiment d'impuissance qu'éprouvent de si nombreux citoyens – menace d'autant plus grande que le ralentissement prolongé de la croissance économique et la tentation de la violence attisée par les terroristes et par les Etats-Unis accroissent les pressions sur la stabilité sociale. A la place qui est la leur, les journalistes ont à réinterroger leur pratique : dans la situation historique présente, elle leur dicte de déplacer leur centre d'intérêt, de se mettre autant à l'écoute du peuple que des pouvoirs. L'information est là, dans les taudis de Caracas et dans les trains de banlieue parisienne, dans les grandes plaines américaines et dans les discothèques des petites villes de province. L'information ne gît pas seulement dans les réseaux cachés des oligarchies, mais au cœur palpitant de la société, le long du système nerveux de la vie, dans les humbles neurones de la conscience collective. C'est en portant plus d'attention à cette réalité que la presse échappera à l'ère du soupçon.

Hervé Kempf